



Executive Brief 

MOVE TO CLOUD :

Les entreprises françaises accélèrent le rythme

Analystes : Reynald Fléchaux & Rémi Letemple
Mars 2022

Sponsorisé par **claranet**[®]

EXECUTIVE SUMMARY

Menée auprès de 152 PME et ETI françaises, cette étude IDC met en évidence l'accélération et l'approfondissement des stratégies Cloud au sein de ces organisations. Plusieurs indicateurs convergent en ce sens : usage accru du Cloud public - près d'une organisation sur deux en ayant fait son option par défaut ou, à minima, une solution systématiquement étudiée pour répondre à un besoin nouveau -, investissements d'une partie des entreprises dans des stratégies d'hybridation et/ou de multicloud ou encore recours accru aux architectures Cloud pour gérer et valoriser les données.

Et cette empreinte est encore appelée à s'élargir dans les 24 prochains mois, sous l'effet de deux dynamiques : l'utilisation de plus en plus fréquente d'applications SaaS et la migration d'applications critiques vers le Cloud. Notre étude montre d'ailleurs l'accélération des programmes de migration applicative vers le Cloud : deux-tiers des entreprises ont défini, sont en train de définir ou étudient leur feuille de route en la matière. Avec, souvent, des ambitions importantes : la plupart visant plus de 25% de leur portefeuille applicatif déporté vers le Cloud sous 24 mois.

Si les ambitions sont importantes, l'adaptation qui en découle ne l'est pas moins. Pour plus de neuf décideurs sur dix, la transition vers les architectures Cloud appelle une transformation des pratiques de la DSI, en termes de gestion opérationnelle de la production IT, mais aussi de contrôle des coûts de fonctionnement. Cette mutation peut s'appuyer sur un renouvellement des technologies (API, conteneurs, etc.), mais, aux yeux des DSI, elle repose avant tout sur la transformation RH de leur département. Un chantier central pour lequel ils misent d'abord sur la formation de leurs équipes, mais aussi sur le recrutement de nouveaux profils et sur l'externalisation auprès de prestataires.

Au-delà de cet apport de compétences, les prestataires sont surtout attendus sur leur capacité à prendre un engagement budgétaire clair – masquant la complexité tarifaire des plateformes de Cloud – ainsi que sur la réactivité de leur support, indispensable quand le Cloud héberge de plus en plus d'applications critiques. Enfin, leur expertise est recherchée sur deux sujets clefs des stratégies Cloud des ETI et PME : le déploiement de niveaux de sécurité cohérents sur tous les environnements d'exploitation et la migration d'applications vers le Cloud.

Notre étude met enfin en évidence la montée en puissance des préoccupations environnementales, qui se traduisent d'abord par un renforcement de ces critères dans les appels d'offres des donneurs d'ordre. Plus d'une PME ou ETI sur deux intégrera des objectifs de réduction des émissions carbone dans ses appels au marché d'ici à 24 mois. En parallèle, les DSI entendent aussi agir sur l'impact de leur propre production IT, via des projets de modernisation technologique (afin d'être plus économe en énergie) ou via l'externalisation dans le Cloud public.

MÉTHODOLOGIE

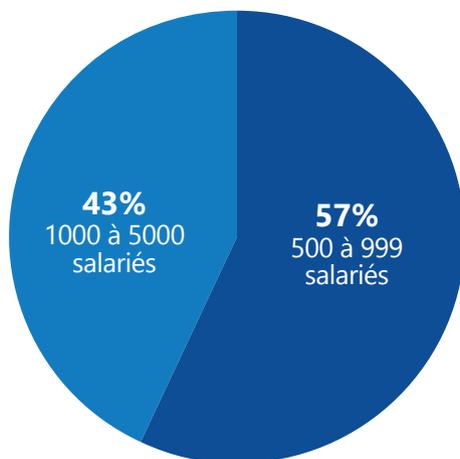
Cette étude a été réalisée en France par IDC en décembre 2021 et janvier 2022 auprès de 152 PME et ETI françaises. 57% des organisations interrogées possèdent entre 500 et 999 salariés, le solde (43%) étant constitué d'ETI comptant entre 1000 et 5000 personnes.

Au sein de ces organisations, IDC a interrogé des DSI et responsables informatiques.

Afin d'en assurer la représentativité, les résultats ont été redressés conformément aux statistiques de l'Insee sur le dénombrement des entreprises françaises par taille et par secteur d'activité.

GRAPHIQUE 1

Taille des entreprises interrogées



Source : IDC France, n=152



Le Cloud public s'enracine, l'hybridation et le multicloud se développent

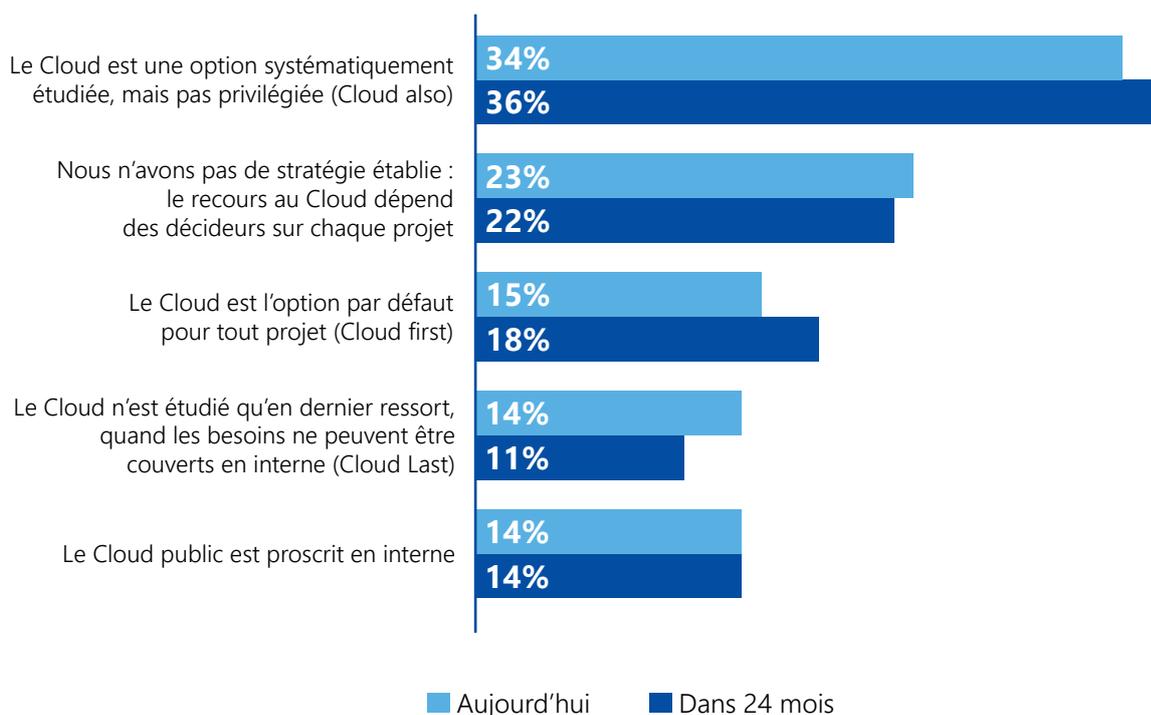
Hier encore considéré avec réserve, voire suspicion, par une large partie des décideurs IT d'entreprises françaises, le Cloud public s'est installé dans le paysage informatique. Près d'une PME ou ETI sur deux a fait de cet environnement son option par défaut ou, à minima, une solution systématiquement étudiée pour couvrir un nouveau besoin. Un total appelé à encore progresser de 5 points d'ici à 24 mois (voir graphique 2).

A l'inverse, les organisations qui proscrivent tout recours au Cloud public ne sont plus qu'une minorité (14%), tout comme celles qui n'étudient cette option qu'en dernier ressort (14% aujourd'hui et 11% dans 24 mois).

A ce constat, on peut ajouter les investissements déjà réalisés et à venir dans le Cloud privé, qui concernent près des trois-quarts des PME et ETI interrogées. Avec des dépenses qui continuent à progresser, en particulier pour le Cloud privé hébergé.

GRAPHIQUE 2

Politique des entreprises concernant le recours au Cloud public



Source : IDC France, n=152

Cette extension des usages, couplée à la volonté de nombre de DSI de conserver une forme de liberté vis-à-vis des hyperscalers, pousse les organisations à déployer des stratégies multicloud (plusieurs fournisseurs en parallèle) ou d'hybridation (intégration du on-premise et/ou du Cloud privé avec le Cloud public). 34% des ETI et PME interrogées par IDC ont démarré ou achevé la mise en œuvre d'une approche de cette nature. S'y ajoutent les 26% d'organisations qui étudient ce type de virage ou l'ont d'ores et déjà inscrit au cœur de leur stratégie.

Ces moyennes masquent en réalité de profondes disparités : 55% des ETI (1000 salariés et plus) ont déjà lancé ou achevé leur implémentation hybride ou multicloud, contre seulement 19% des PME de 500 à 999 salariés. A l'inverse, alors que seulement 20% des ETI écartent tout recours au multicloud ou à l'hybridation, plus d'une PME sur deux s'inscrit dans cette logique.

47% des entreprises ont défini ou sont en train de définir

leur feuille de route en matière de migration de leur portefeuille applicatif vers le Cloud.

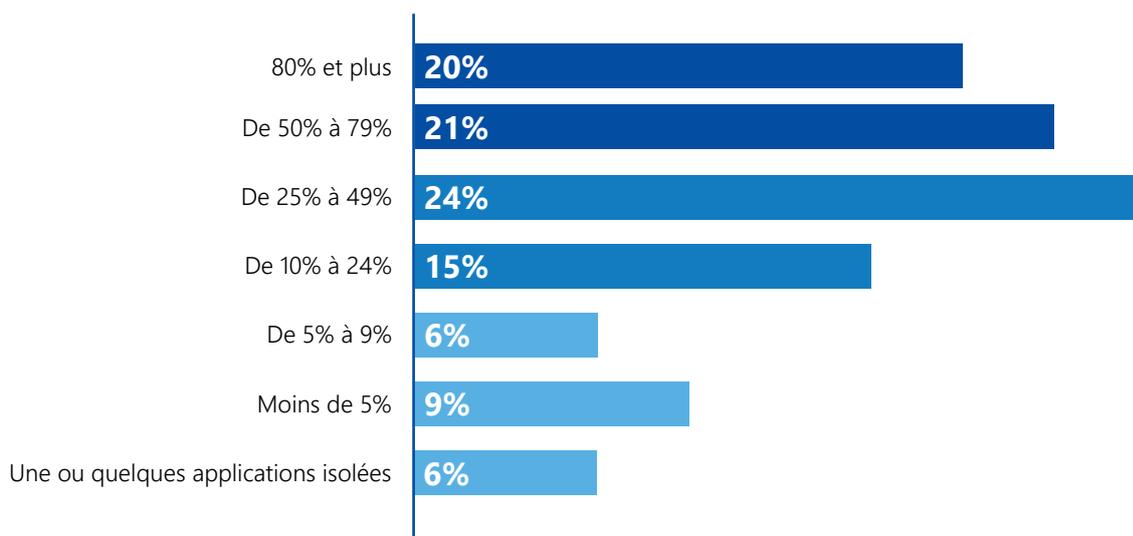
Applications critiques : le Move to Cloud est engagé

Déjà conséquente, l’empreinte du Cloud va encore s’élargir dans les 24 mois qui viennent, sous l’effet de deux dynamiques : le recours accru aux applications SaaS (mentionné par 36% des entreprises interrogées) et la migration d’applications critiques vers le Cloud (22%). Notons encore que seules 9% des PME et ETI interrogées n’ont aucune stratégie claire en matière de Cloud pour les deux ans qui viennent.

Dans le détail, 47% des entreprises ont défini ou sont en train de définir leur feuille de route en matière de migration d’une partie de leur portefeuille applicatif vers le Cloud et 21% supplémentaires l’étudient. Notons que ces organisations – plus des deux-tiers du total donc – affichent également des ambitions importantes en la matière ; 65% d’entre elles visent ainsi la migration de plus de 25% de leur portefeuille applicatif sous 24 mois (voir graphique 3). Pour les PME et ETI interrogées, trois bénéfices principaux sont associés à la migration des applications vers le Cloud : la sécurité, la disponibilité et la résilience.

GRAPHIQUE 3

Objectif de migration du portefeuille applicatif vers les architectures Cloud à 24 mois



Source : IDC France, n=87 (entreprises ayant défini des objectifs de migration d'applications)



Dès 2021, les entreprises françaises ont dépensé plus dans

les logiciels d'IA sur le Cloud

que sur toute autre type d'environnement.

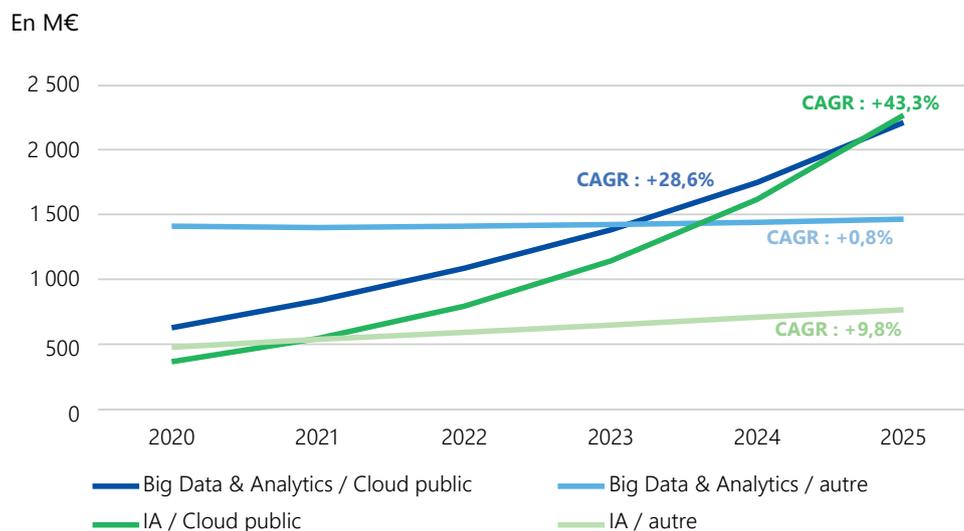
Data : le barycentre se déplace vers le Cloud

Autre signe de la maturité grandissante des organisations françaises concernant le Cloud : le recours grandissant à ces architectures pour les stratégies data. Les chiffres de la recherche IDC montrent que le volume mondial annuel de données créé sur le Cloud va être multiplié par près de 5 entre 2020 et 2025, passant de 9 à 43 Zo (IDC Worldwide Global DataSphere Forecast, 2021–2025). Sur cette période, ce volume va progresser de 36% par an en moyenne, contre un peu moins de 20% pour les données générées sur les environnements non-Cloud (terminaux, datacenters).

Si on examine dans le détail les dépenses des entreprises françaises, toutes tailles confondues, dans les logiciels Big Data et analytics d'une part et dans les applications d'IA d'autre part, le poids grandissant du Cloud apparaît encore plus nettement. Selon les dernières prévisions d'IDC, les dépenses dans les technologies Big Data et analytics sur le Cloud public dépasseront ainsi tous les autres types de déploiement à partir de 2024. Pour l'IA, c'est encore plus rapide : le basculement s'étant effectué dès 2021 (voir graphique 4) !

GRAPHIQUE 4

Dépense logicielle des entreprises françaises dans le Big Data et l'analytics ainsi que dans l'IA



Source : IDC Spending Guide

Ces tendances se dégagent également dans notre étude auprès des PME et ETI françaises. Elles sont ainsi 37% à privilégier d'ores et déjà le Cloud public pour les applications de type datalake et 46% à en faire de même pour l'IA et le Machine Learning. Pour les DSI interrogés, le Cloud est, ici, de nouveau associé aux mêmes trois bénéfices majeurs : sécurité, résilience et disponibilité dans le monde entier.



Les processus de la DSI bousculés

Le virage vers
les architectures
Cloud nécessite

**de former
les équipes
de la DSI**

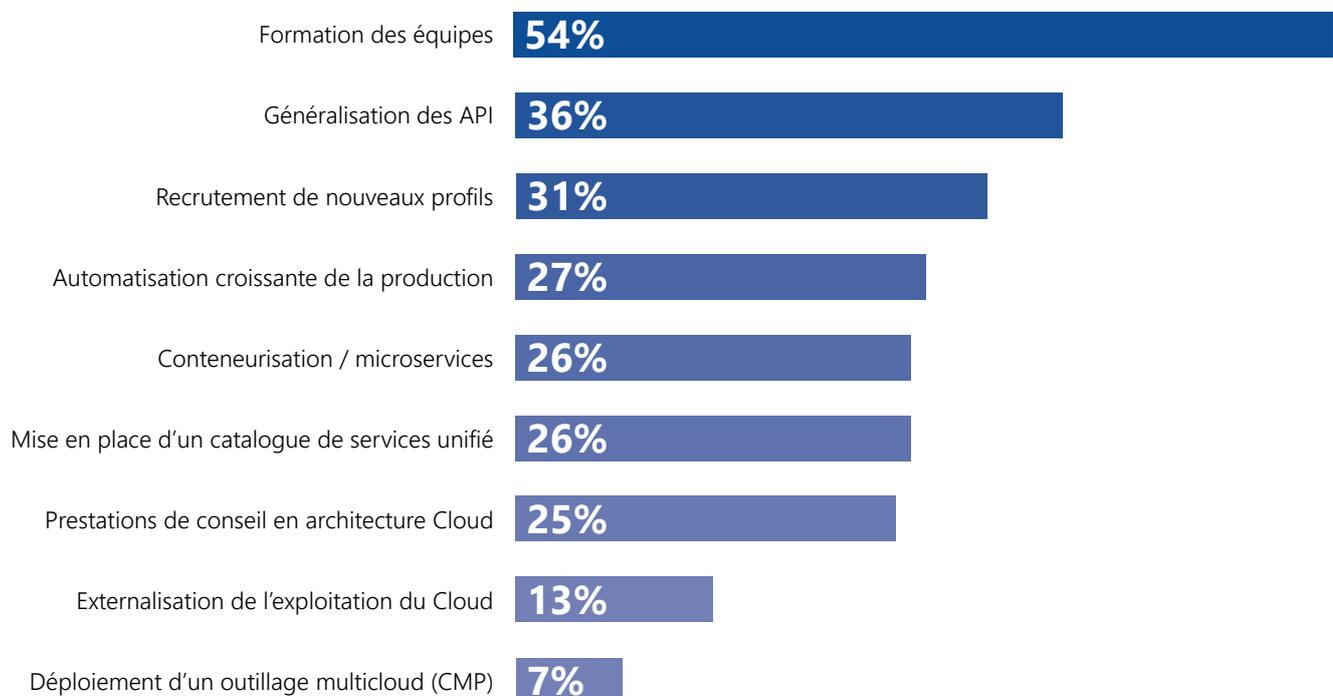
à de nouvelles
pratiques.

La place prise par le Cloud implique une transformation des pratiques de l'IT dont ont bien conscience les DSI et responsables informatiques interrogés. Près de neuf PME et ETI interrogées sur dix affirment que la transition vers les environnements de Cloud hybrides et vers le multicloud va pousser leur organisation à moderniser les processus de gestion opérationnelle de la production IT. Et elles sont même plus de neuf sur dix à reconnaître que cette transition va aussi pousser leur DSI à moderniser ses mécanismes de contrôle des coûts de fonctionnement.

Cette modernisation des pratiques s'appuie sur un certain nombre de leviers technologiques. La généralisation des API en premier lieu, mais aussi l'automatisation croissante de la production (pour les actes techniques relatifs au déploiement, mais aussi au fonctionnement nominal), la mise en place d'un catalogue de services ou encore le recours à la conteneurisation et aux microservices. Mais si ces leviers technologiques sont importants aux yeux des DSI interrogés, ils le sont toutefois moins que la formation des équipes aux nouvelles pratiques (voir graphique 5). Un item qui devance de près de 20 points tous les autres ! De même, le recrutement de nouveaux profils est jugé essentiel par près d'un tiers des décideurs IT interrogés.

GRAPHIQUE 5

Leviers dans la mise en place des architectures Cloud



3 réponses maximum par décideur interrogé

Source : IDC France, n=91 (entreprises pratiquant l'hybridation ou le multicloud ou ayant des projets)

La formation et l'externalisation pour accélérateurs

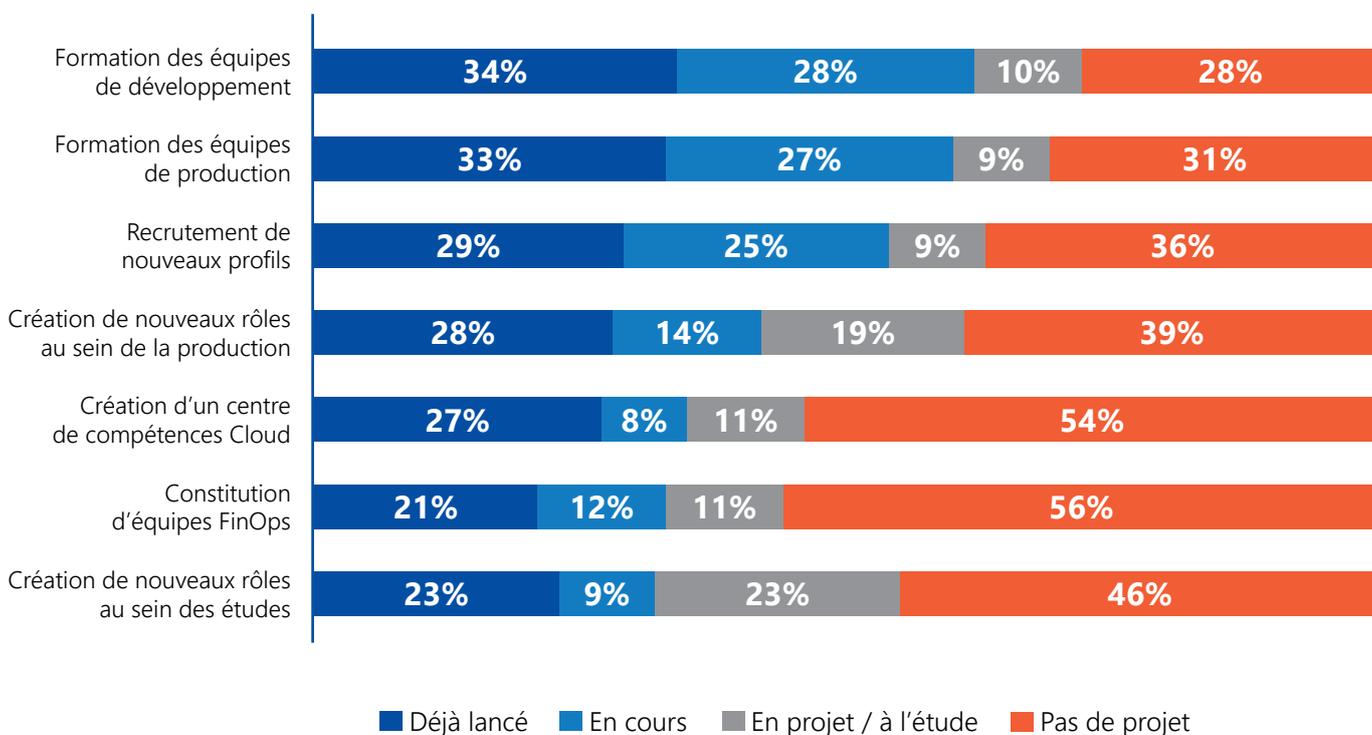
La majorité des ETI

ont avancé dans la formation de leurs équipes et sur le recrutement de nouveaux profils.

Considérée comme le levier n°1 de mutation vers les architectures Cloud, la transformation RH de la DSI concentre logiquement un certain nombre d'initiatives, notamment auprès des entreprises qui sont les plus avancées dans les stratégies Cloud, à savoir essentiellement les ETI. Plus de la majorité d'entre elles ont achevé ou travaillent sur les dossiers prioritaires que sont le recrutement de nouveaux profils et la mise en place des formations aux équipes tant de développement que de production. Elles sont, pour l'instant, moins avancées dans les étapes suivantes de transformation de la DSI (création de nouveaux rôles, constitution d'équipes FinOps ou d'un centre de compétences Cloud), mais la part des ETI ayant enclenché des initiatives y compris sur ces sujets n'en reste pas moins substantielle.

GRAPHIQUE 6

Transformation RH de la DSI au sein des ETI



Source : IDC France, n=65 (ETI de 1000 à 5000 salariés)

Au sein des PME, moins avancées dans leur transition vers les architectures Cloud, le constat est évidemment tout autre. Plus de la moitié d'entre elles n'envisagent rien à ce stade en matière de formation de leurs équipes ou de recrutement de nouveaux profils. Et entre huit et neuf PME sur dix n'ont aucun projet concernant la constitution d'équipes FinOps ou la création d'un centre de compétences Cloud.

Toutes tailles confondues, 58% des entreprises sondées voient l'externalisation comme une alternative au recrutement ou à la formation de leurs équipes pour accélérer la mutation de leur DSI. En la matière, les profils les plus recherchés concernent la migration vers le Cloud d'applications existantes (citée par 45% des DSI interrogés), la supervision d'environnements Cloud (38%) et la sécurité des déploiements dans le Cloud (37%).

Des besoins importants en sécurité et en migration applicative

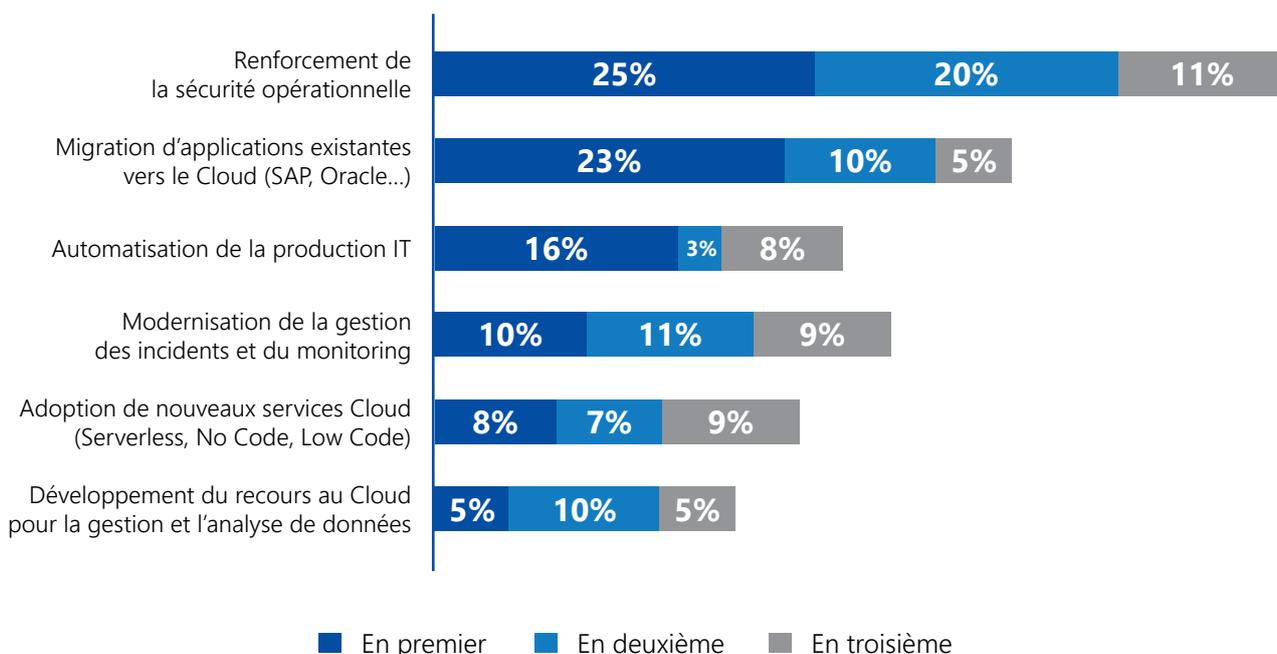
PME et ETI comptent sur leurs partenaires pour **renforcer la sécurité** opérationnelle de leurs déploiements sur le Cloud.

Virage accéléré vers les architectures Cloud, migration d'applications critiques, mais aussi difficultés à maîtriser en direct la relation avec les hyperscalers (notamment sur la partie budgétaire) : autant de facteurs qui poussent une large partie des DSI à rechercher l'appui d'un partenaire, offrant des services managés autour des environnements Cloud. Sur la période 2018-2025, IDC prévoit ainsi une croissance annuelle moyenne de 10,8% pour les services managés sur le Cloud en Europe de l'Ouest (à comparer à 2,7% de progression par an pour les services d'outsourcing dans leur ensemble).

Parmi les domaines d'expertise où les DSI sont le plus en attente d'un accompagnement par leurs partenaires, deux items se détachent, recoupant certaines tendances fortes se dégageant de cette étude (voir graphique 7). En premier lieu, les ETI et PME souhaitent avoir l'appui d'un partenaire pour renforcer leur sécurité opérationnelle. Cette volonté illustre leurs préoccupations quant au déploiement de niveaux de sécurité cohérents sur tous les environnements d'exploitation, mais résonne aussi avec la montée des cybermenaces, particulièrement sensible depuis le début de la pandémie. Les DSI comptent encore sur leurs partenaires pour les accompagner dans la migration d'applications existantes vers le Cloud. Ce qui est une conséquence, cette fois, de l'accélération des stratégies de migration applicative.

GRAPHIQUE 7

Principaux domaines où les DSI attendent un accompagnement de leurs prestataires



Source : IDC France, n=150

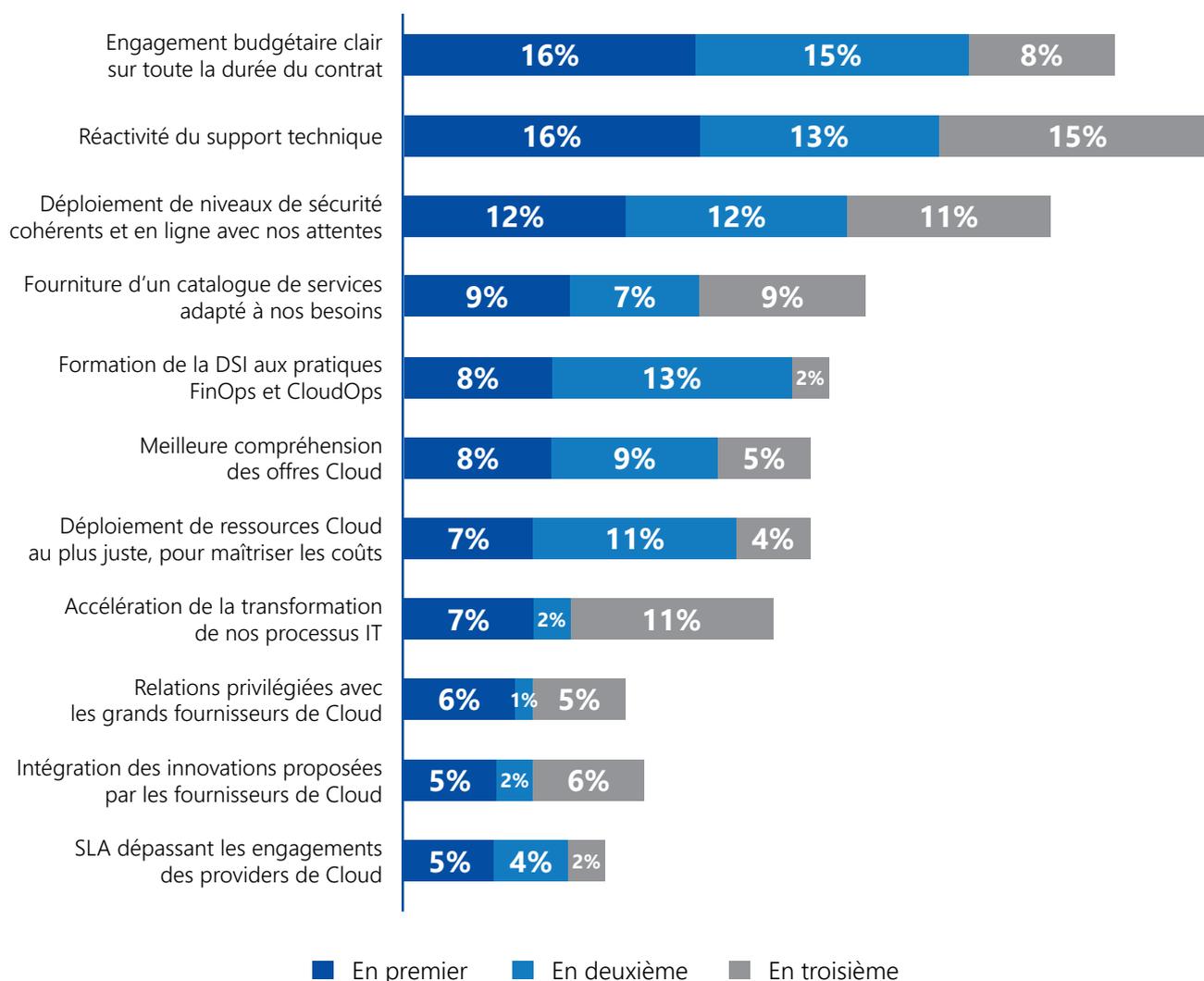
Derrière ces deux items, on retrouve des besoins liés à la modernisation des pratiques et outils liés à l'exploitation : les DSI attendent, en effet, l'appui de leurs partenaires pour accélérer l'automatisation de la production et moderniser la gestion des incidents et le monitoring. Des pratiques bousculées par les architectures Cloud. Enfin, les décideurs sont aussi à l'écoute de leurs prestataires pour accélérer l'adoption des innovations disponibles sur les plateformes Cloud (services de type Serverless, No Code ou Low Code, gestion et analyse de données).

Réactivité et efficacité du support : une attente qui reste prioritaire

Si la mutation vers les architectures Cloud confronte les équipes de la DSI de nouvelles technologies et pratiques, certains fondamentaux demeurent dans la relation avec les prestataires. C'est en particulier le cas de la réactivité du support technique, un passage obligé pour toute prestation d'exploitation, en particulier quand celle-ci concerne des applications critiques. Si on cumule toutes les réponses des responsables IT interrogés, cette exigence figure en tête des attentes des PME et ETI vis-à-vis de leur prestataire Cloud.

GRAPHIQUE 8

Les principales attentes vis-à-vis d'un partenaire accompagnant les démarches hybrides ou multicloud



Source : IDC France, n=91 (entreprises pratiquant l'hybridation ou le multicloud ou ayant des projets)

Autre attente clairement exprimée : les DSI souhaitent un accompagnement sur le déploiement de niveaux de sécurité cohérents sur les différents environnements d'exploitation et en ligne avec les exigences de l'entreprise. Ce qui renvoie aux difficultés rencontrées avec des systèmes répartis sur de multiples infrastructures et parfois déployés directement par les équipes de développement, voire par les métiers eux-mêmes.

Les DSI recherchent des partenaires capables de prendre un engagement budgétaire clair

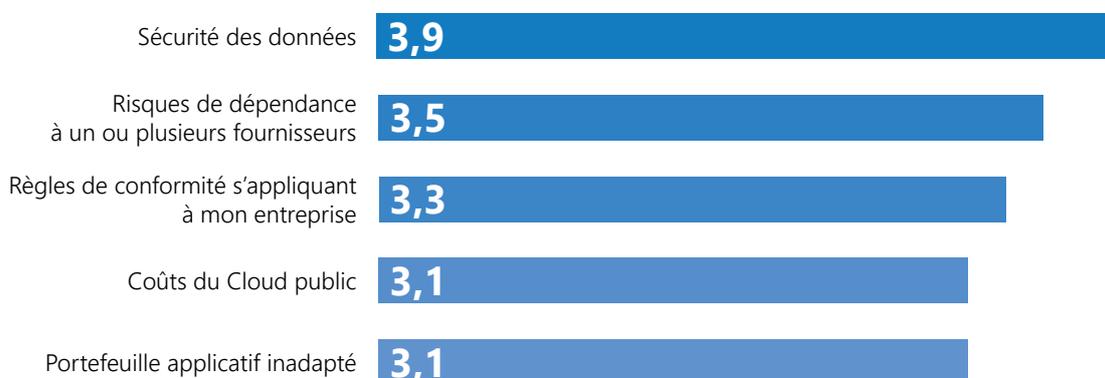
sur toute la durée du contrat.

Clarté et prévision budgétaire : un enjeu majeur

La maturité grandissante des PME et ETI françaises vis-à-vis du Cloud implique la montée de nouvelles préoccupations chez les DSI. Présenté comme un levier de réduction de coûts par ses promoteurs, le Cloud public s'est surtout révélé comme un vecteur de surprises budgétaires, provoquées par les factures des hyperscalers. Ces expériences douloureuses se ressentent dans notre étude auprès des PME et ETI. Les risques de dépendance à un ou plusieurs fournisseurs, ainsi que les coûts apparaissent ainsi parmi les quatre premières préoccupations des DSI vis-à-vis du Cloud public. Les deux sujets étant liés : la dépendance à un fournisseur affaiblit, de fait, les capacités de négociation des DSI.

GRAPHIQUE 9

Les principaux freins à l'extension du Cloud public



Sur une échelle de 1 à 5 : 1 indiquant un frein inexistant et 5 un frein majeur

Source : IDC France, n=152

Il est donc logique de voir les DSI compter sur leurs prestataires pour amener de la prévisibilité et de la clarté sur les budgets engagés. Citée le plus souvent en premier ou en deuxième (voir graphique 8), la capacité du partenaire à proposer un engagement budgétaire clair sur toute la durée du contrat répond aux difficultés des DSI à anticiper les coûts réels du Cloud.



L'environnement se fait une place dans l'agenda des décideurs

Les critères environnementaux vont peser de plus en plus lourd dans le

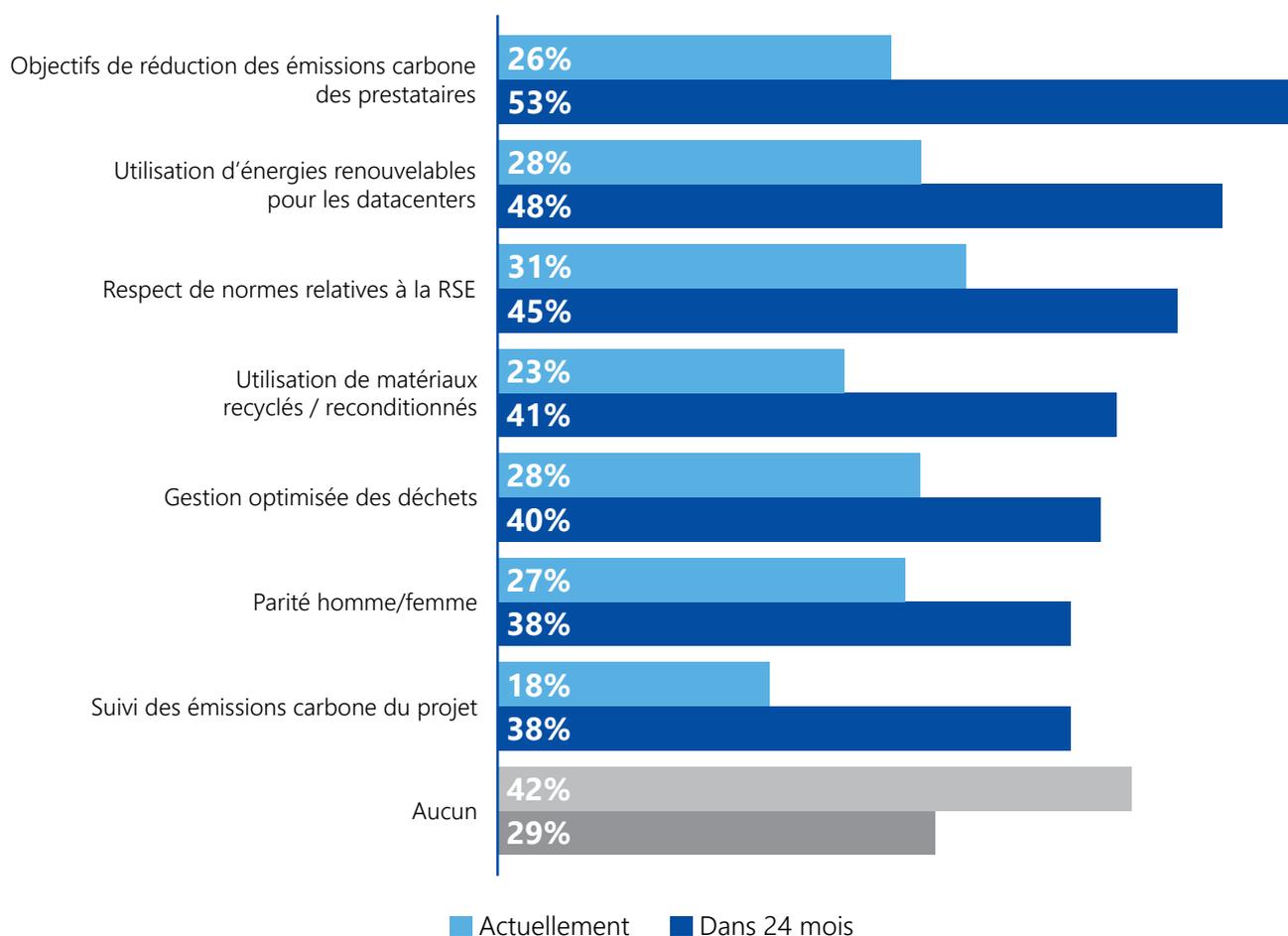
processus de sélection des prestataires.

Confirmant une évolution déjà sensible dans d'autres études menées par IDC au niveau européen, notre enquête auprès des décideurs IT de PME et ETI françaises montre clairement la montée en puissance des préoccupations environnementales dans les décisions d'investissement. De nouvelles exigences que les DSI interrogés veulent voir leurs prestataires respecter.

Si les PME et ETI sont actuellement moins d'un tiers à inclure des critères RSE (responsabilité sociétale des entreprises) dans leurs appels d'offres, cette proportion va nettement progresser dans les 24 mois qui viennent (voir graphique 10). En particulier pour la prise en compte des objectifs de réduction des émissions carbone des prestataires (+ 27 points), pour l'utilisation d'énergie renouvelable pour alimenter les datacenters (+ 20 points) ou encore pour le suivi des émissions carbone des projets (+ 20 points).

GRAPHIQUE 10

Critères RSE figurant dans les appels d'offres IT



Source : IDC France, n=152

Et ces critères environnementaux pèseront lourd dans le processus de sélection des prestataires : d'ici à 24 mois, 36% des entreprises leur accorderont un poids allant de 10 à 25% de la note finale (+12 points par rapport à aujourd'hui). Et 33% des organisations iront même au-delà de ce seuil de 25% (+21 points) !

Les leviers de la DSI : modernisation, GreenOps et recours au Cloud

Plus de 6 décideurs IT sur 10

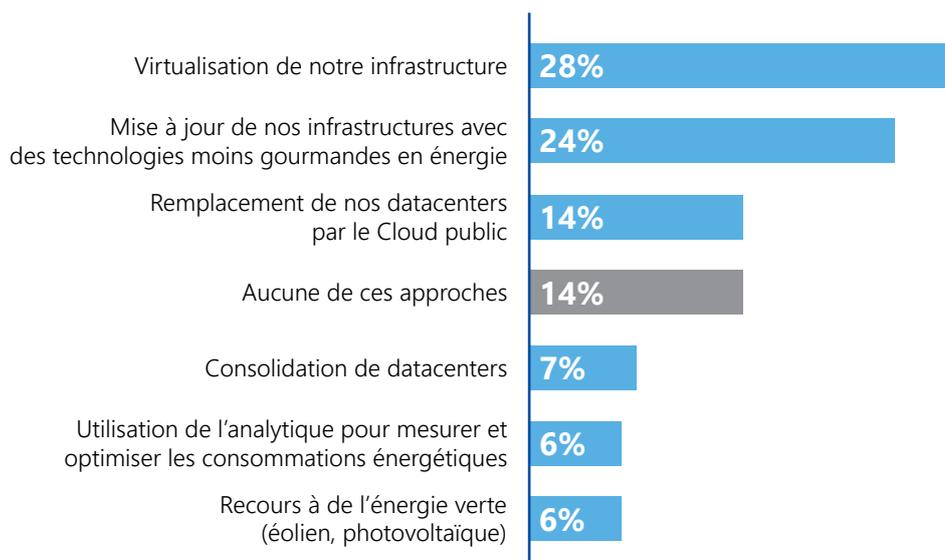
s'accordent à dire que les pratiques GreenOps joueront un rôle dans leurs futurs choix technologiques.

Les décideurs ont aussi entamé une réflexion sur la prise en compte des critères environnementaux dans la transformation de leurs propres pratiques. Une majorité des DSI et responsables IT s'accorde ainsi à dire que les pratiques GreenOps (soit la capacité à optimiser l'énergie consommée par les opérations IT) joueront un rôle dans les choix technologiques de leur organisation d'ici deux ans. Un rôle prépondérant pour 14% d'entre eux. Un rôle certain, mais pas décisif pour 49% supplémentaires.

Les recettes qu'entendent déployer les DSI pour maîtriser l'impact environnemental de leur production IT, donc essentiellement des datacenters, passent, le plus souvent, par une mise à jour technologique. Cette modernisation se fera via la virtualisation (qui permet d'optimiser l'utilisation des machines), via une mise à jour des infrastructures vers des technologies plus économes en énergie ou encore via le remplacement des datacenters par le Cloud public. Seules 6% des PME et ETI interrogées envisagent, à ce stade, d'utiliser l'analytique pour mesurer et optimiser leurs consommations énergétiques ou d'avoir recours à des énergies renouvelables pour alimenter leur production IT.

GRAPHIQUE 11

Leviers de réduction de l'impact environnemental des datacenters



Source : IDC France, n=152



À PROPOS D'IDC

IDC est un acteur majeur de la Recherche, du Conseil et de l'Évènementiel sur les marchés des Technologies de l'Information, des Télécommunications et des Technologies Grand Public. IDC aide les professionnels évoluant sur les marchés IT et les investisseurs à prendre des décisions stratégiques basées sur des données factuelles. Plus de 1 100 analystes proposent leur expertise globale, régionale et locale sur les opportunités et les tendances technologies dans plus de 110 pays à travers le monde. Depuis plus de 50 ans, IDC propose des analyses stratégiques pour aider ses clients à atteindre leurs objectifs clés. IDC est une filiale de la société IDG, leader mondial du marché de l'information dédiée aux technologies de l'information.

IDC FRANCE

102-116 Rue Victor Hugo

92300 Levallois-Perret

+33 1 56 26 26 66

Twitter : @IDCFrance

idc-community.com

www.idc.com / www.idc.fr

Copyright

Publication externe des données et des informations d'IDC – toute information d'IDC destinée à être utilisée dans le cadre de publicités, de communiqués de presse ou de supports promotionnels doit préalablement faire l'objet du consentement écrit du directeur du bureau local d'IDC. Un projet de document proposé doit accompagner une telle demande. IDC se réserve le droit de refuser toute utilisation externe, quelle qu'en soit la raison. Copyright 2022 IDC. Toute reproduction sans autorisation écrite est strictement interdite. Tous droits réservés.